

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 27 novembre 2023

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

+9,6 %

C'est l'indice des prix à la production du Ghana en octobre 2023 (en g.a.), en baisse de plus de 15 points par rapport à septembre 2023.

Nigéria :

Bola Tinubu présente le budget 2024 au Parlement ; Réduction du quota de production nigériane à 1,5 mbpj par l'OPEP ; La BAD approuve un prêt de 80 M USD pour un projet de zone du savoir dans l'Etat d'Ekiti ; Le groupe nigérien JR Farms lance une plateforme numérique pour stimuler le commerce agricole avec la France.

Ghana :

La BoG maintient son taux directeur à 30 % et resserre ses mesures de liquidités ; La NAELP lance un programme de formation à l'entrepreneuriat de 5 ans pour 10 000 jeunes Ghanéens dans les régions minières.

Bola Tinubu présente le budget 2024 au Parlement

[Le Président Tinubu a présenté le 29 novembre 2023 le premier budget depuis son arrivée au pouvoir.](#)

Le Gouvernement a relevé la proposition budgétaire pour 2024 de 26 200 Md NGN (32,5 Md USD) initialement à 27 500 Md NGN (34,1 Md USD), soit +21 % d'augmentation courante par rapport au budget 2023, un chiffre toutefois inférieur à l'inflation anticipée pour cette année. Du côté des recettes publiques, celles-ci s'élèveraient à 18 320 Md NGN (23,8 Md USD) contre 16 959 Md NGN (22,0 Md USD) prévus dans le MTEF&FSP 2024-2026, tout en restant très faibles rapportées PIB : 8,2 %, contre 15 % en moyenne au niveau sous-régional.

Concernant les hypothèses retenues, le nouveau budget affiche quelques changements au niveau du taux de change, qui passe à 750 NGN pour 1 USD contre 700 NGN prévu initialement, tandis que le prix de référence du pétrole est fixé à 77,96 USD contre 73,96 USD dans le budget initial.

Le Gouvernement espère ainsi percevoir 7 690 Md NGN (10,0 Md USD) de recettes pétrolières en 2024. Les recettes pétrolières proposées pour 2024 sont plus de trois fois supérieures au montant budgétisé pour 2023 (2,9 Md USD). En raison des difficultés rencontrées dans le secteur pétrolier, le Gouvernement a tout juste atteint 80 % de son objectif de recettes provenant de ce secteur au cours des deux dernières années. La prévision d'une production de 1,78 mbpj en 2023 pourrait enfin se heurter à la réduction du quota de l'OPEP pour le Nigéria à 1,5 mbpj.

Réduction du quota de production nigérian à 1,5 mbpj par l'OPEP

[Le quota de production d'or noir du Nigéria, qui est jusqu'ici le premier producteur africain de brut, passe à 1,5 mbpj pour 2024, contre 1,78 mbpj pour 2023](#) – un niveau qui reste supérieur à la performance récente du pays, malgré toutes les initiatives prises ces derniers mois (production de 1,4 mbpj en septembre). Finalement, le Nigéria échappe au quota de 1,4 mbpj initialement proposé en juin 2023. Quant à l'Angola et au Congo-Brazzaville, leur quota de production est respectivement fixé à 1,1 mbpj et 0,3 mbpj. Ce sont les trois seuls pays ayant subi des ajustements. L'Angola a annoncé qu'elle ne respecterait pas ce quota.

Malgré les coupes de production en Russie et en Arabie saoudite, et les tensions géopolitiques au Proche-Orient, les cours pétroliers s'inscrivent en baisse depuis mi-octobre (83,2 USD le baril de Brent en moyenne en novembre). Cette baisse reflète la baisse du risque de régionalisation du conflit au Proche-Orient ainsi que des inquiétudes quant aux perspectives économiques mondiales

(envolée des taux souverains et préoccupations budgétaires aux États-Unis, indicateurs économiques décevants en zone euro).

La prochaine réunion ministérielle de l'OPEP+ se tiendra à Vienne le 1^{er} juin 2024. Les décisions sur une éventuelle prolongation des coupes de production au-delà du 1^{er} trimestre 2024 seront communiquées au préalable.

La BAD approuve un prêt de 80 M USD pour un projet de zone du savoir dans l'Etat d'Ekiti

[La Banque africaine de développement \(BAD\) a annoncé avoir approuvé un prêt de 80 M USD destiné au financement d'une zone du savoir et de ville intelligente dans l'Etat d'Ekiti \(Sud-Ouest\).](#)

Ce projet pharaonique se donne pour ambition de créer un écosystème visant à promouvoir l'innovation numérique et l'entrepreneuriat, en attirant les start-ups de la tech, les instituts de recherche, les investisseurs de la tech ou encore les opérations back-office des entreprises. La barre est placée très haut en matière de résultats : l'objectif est de créer environ 26 000 emplois et de générer « 14 M USD en bénéfices nets » chaque année. Le projet comprend également la mise en place d'un fonds d'innovation de l'Etat d'Ekiti qui sera dédié au financement de « plus de cinquante » start-ups en phase de démarrage. Une formation aux technologies de l'information et de la communication sera également dispensée aux jeunes entrepreneurs s'implantant dans la zone.

Ce projet, qui souhaite faire de cette zone un pôle technologique majeur au Nigéria, comprend la construction de nombreuses infrastructures telles qu'un parc technologique vert de 20 hectares, des routes, des logements et des infrastructures pour l'approvisionnement en électricité, en eau et pour le traitement des eaux.

Le coût total du projet est de 94 M USD, auxquels la BAD contribuera à hauteur de 80 M USD et l'Etat d'Ekiti à hauteur de 14 M USD. Certains craignent toutefois que la zone géographique retenue pour l'implantation du projet, très reculée, puisse constituer un frein à la réalisation des ambitions affichées.

Le groupe nigérian JR Farms lance une plateforme numérique pour stimuler le commerce agricole avec la France

Le Ministre délégué au Commerce extérieur et à l'Attractivité, Olivier Becht, a inauguré une plateforme numérique à l'occasion de son déplacement à Lagos : « Food for Nation ». Lancée JR Farms, elle est destinée à **stimuler le commerce de produits agroalimentaires entre la France et le Nigéria**. JR Farms est un groupe alimentaire nigérian opérant dans les filières manioc et café au Nigéria, au Rwanda et la Zambie.

[La plateforme Food for Nation doit permettre de faciliter les processus d'importations et d'exportations.](#) Elle mettra en relation les différents acteurs de la chaîne de valeur agroalimentaire, de la production à l'entreposage. Le directeur général de JR Farms, Olawale Rotimi, espère que cette initiative renforcera la coopération entre le Nigéria, la France et le reste de l'Union Européenne. Par ailleurs, JR Farms devrait prochainement s'implanter en France et pourrait y acquérir des terres agricoles.

En 2022, la France a exporté 166 M EUR de produits agroalimentaires vers le Nigéria, et importé en retour à hauteur de 138 M EUR.

Ghana

La BoG maintient son taux directeur à 30 % et resserre ses mesures de liquidités

[Le Comité de politique monétaire \(MPC\) de la Banque du Ghana \(BoG\) a annoncé sa décision de maintenir son taux directeur à 30 %, tout en resserrant ses mesures de gestion des liquidités.](#) Le gouverneur de la Banque du Ghana, le Dr. Ernest Addison, a déclaré que le taux de réserve obligatoire (CRR) unifié des banques serait relevé et réinitialisé à 15 % à partir du 30 novembre 2023, applicable aux dépôts en Cedi et en devises. En d'autres termes, les banques commerciales doivent désormais conserver une proportion plus importante de leurs dépôts en tant que réserves auprès de la BoG. Cette mesure vise à gérer les excédents de liquidité de banques, qui pourront alors prêter moins d'argent, et soutenir la désinflation en réduisant la quantité de monnaie en circulation.

Le taux d'inflation s'est établi à 35,2 % en octobre 2023, en baisse consécutive depuis 3 mois. La BoG prévoit toutefois de poursuivre sa politique de désinflation, au travers d'un resserrement monétaire très strict, en garantissant la stabilité relative du taux de change et en orientant les anticipations d'inflation à la baisse. En effet, la BoG indique que le taux d'inflation reste élevé par rapport à son objectif fixé, entre 6 et 10 %, justifiant le maintien de son taux directeur au niveau historique de 30 %, ce qui ferme quasiment l'accès aux crédits.

La NAELP lance un programme de formation à l'entrepreneuriat de 5 ans pour 10 000 jeunes Ghanéens dans les régions minières

[Le Programme national des emplois et des moyens de subsistance alternatifs \(NAELP\) a lancé ce 28 novembre le programme E-Jobs4All \(Entrepreneurship Jobs for All\), qui vise à la formation à l'entrepreneuriat de jeunes ghanéens pendant 5 ans.](#)

Initié en 2021, le programme NAELP vise à promouvoir des entreprises durables et résilientes au sein des communautés minières et offrir des sources de subsistance alternatives, tout en s'efforçant de contrer l'exploitation minière illégale (appelé au Ghana « *galamsey* »). En effet, parmi le million de ghanéens travaillant dans des opérations minières à petite échelle (contribuant à 43 % à la production aurifère totale), plus de 85 % se déroule dans le secteur informel et illégal de l'économie.

Le programme lancé E-Jobs4All se concentre sur l'apprentissage, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat. L'objectif est de former 10 000 jeunes ghanéens issus de 9 régions minières (Ashanti, Ouest, Nord-Ouest, Est, Ahafo, Centre, Haut-Est, Haut-Ouest et Savannah) aux compétences entrepreneuriales et à l'innovation, tout en apportant un soutien à la création de leur entreprise sur une période de cinq ans.

Le ministre des Terres et des Ressources naturelles, M. Jinapor, a souligné l'importance de l'exploitation minière pour l'économie ghanéenne (représentant environ 9 % du PIB) tout en reconnaissant les défis persistants de sous-développement dans les communautés minières.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr